

Biomasse: l'Europe met le turbo

Le conflit concernant le gaz naturel entre la Russie et l'Ukraine donne un coup d'accélérateur au projet européen de valorisation énergétique de la biomasse agricole.

Faisant référence au conflit du gaz entre la Russie et l'Ukraine, Josef Pröll, le ministre autrichien, dont le pays préside l'UE, a estimé que celle-ci devait prendre rapidement «des mesures pour diminuer sa dépendance vis-à-vis des importations en énergies fossiles».

BUT: DOUBLER LA PRODUCTION DANS L'UE

Le conflit du gaz entre la Russie et l'Ukraine doit accélérer le dossier de la biomasse, selon la présidence autrichienne de l'UE. Le 7 décembre dernier, la Commission européenne avait adopté un plan d'action pour doubler l'utilisation de la biomasse sur les quatre prochaines années. L'objectif est de diminuer la dépendance vis-à-vis des importations et de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

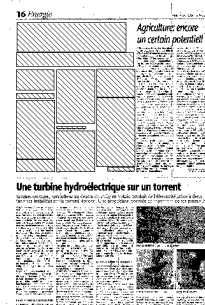
Le plan d'action annonce une trentaine de mesures, dont la révision des règles sur le traitement des sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine et à valorisation énergétique (biogaz, biodiesel). La Commission doit aussi arrêter prochainement, sans doute le 1^{er} février, une communication sur les perspectives des biocarburants dans l'UE.

La biomasse assure aujourd'hui 4% des besoins en énergie de l'Union eu-

ropéenne, soit 69 millions de tonnes équivalent pétrole (tep). D'après les analyses de la Commission, l'augmentation à 189 millions de tep d'ici à 2010 est envisageable, ce qui engendrerait la création de 250 000 à 300 000 emplois.

Josef Pröll, qui fait de ce plan d'action l'une des priorités de la réunion ministérielle de janvier, souhaite que les matières premières renouvelables soient utilisées non seulement pour le chauffage domestique, mais également pour les carburants et la production d'électricité.

Cependant, fin décembre, la Commission a rappelé à l'ordre seize Etats membres concernant la directive de 2003 sur les biocarburants. Fin 2005, biogaz, biodiesel et bioéthanol devaient en effet constituer 2% des carburants vendus actuellement pour augmenter d'ici à 2010 à 5,75%. Certains de ces pays n'avaient toujours pas communiqué leurs mesures de mise en application de la directive.



SITUATION EN SUISSE

En Suisse, le dossier biocarburant n'avance pas vite et des projets peinent à se concrétiser. A l'origine de ce retard, plusieurs raisons.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser de prime abord, les milieux écologiques sont opposés à la production agricole de biocarburant. Cette opposition a pour origine la relative intensité de conduite des cultures à vocation énergétique mais également parce que les écologistes leur préfèrent les surfaces de compensation écologique.

Un autre argument est le taux d'auto approvisionnement de la Suisse en bien alimentaire qui n'est que de 60%. Selon les milieux écologiques, lorsque le taux est si bas, il est préférable que l'agriculture se consacre à la production alimentaire de qualité plutôt qu'à une production d'énergie de masse pour laquelle la topographie et le climat helvétique sont peu adaptés. Enfin, l'argument qui freine probablement le plus le développement de la production de biocarburant, est l'am-

pleur du soutien nécessaire aux cultures pour les rendre attractives pour les producteurs. Notons que la production de biocarburants en Suisse, si elle voit le jour, nécessitera soit un protectionnisme à la frontière soit un fort soutien interne, peut-être même les deux. Même si le prix du pétrole augmente, le biocarburant Suisse entrera en concurrence avec celui produit à l'étranger.

Sur le plan politique, le dossier n'est pas mûr: il faut dire que l'agriculture Suisse contrairement à son homologue européenne, en particulier française, n'inonde pas le marché mondial de ses produits excédentaires.

En Europe, les décideurs sont motivés à emprunter le chemin des biocarburants par une volonté d'indépendance énergétique mais également et peut-être surtout par la pression de l'OMC qui attend de l'UE une meilleure gestion de ses excédents agricoles. En Suisse, la pression pour trouver des solutions aux excédents est de fait quasi inexistante.

**AGRAPRESSE
ET CHRISTIAN PIDOUX**